

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10 • Numéro 9, 9 Juillet 2009

Ligne de Fond

Lamy : La mondialisation et l'ouverture commerciale pour la promotion des droits de l'homme 1

Nouvelles de l'OMC

Doha : une série de rencontre pour une reprise des négociations et le rapprochement des positions 2

« Ramasser les morceaux où ils sont tombés et aller de l'avant » 3

Conférence ministérielle du Groupe de Cairns ... 3

Sur le fil

APE : Les APE dans la campagne européenne, des « eurocandidats » dénoncent 3

UE vs Etats-Unis : l'Aéronautique au cœur d'un nouveau combat devant l'OMC 5

Nouvelles régionales

USA - Afrique : Le marché américain difficilement pénétré par les pays africains 5

APE : Les ANE (acteurs non étatique) du Sénégal prédisent une non – signature à la nouvelle date butoir du 29 juin 6

Evénements et Publications

Publications 7

PASSERELLES, SYNTHÈSE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

Lamy : La mondialisation et l'ouverture commerciale pour la promotion des droits de l'homme

De tout le temps, le commerce et les droits de l'Homme s'excluaient. L'on a toujours estimé qu'il n'y a aucun lien entre ces deux domaines des relations internationales. Mais leur évolution a montré que ces deux domaines ont beaucoup d'interconnexion et d'interdépendance.

Pascal Lamy Directeur de l'OMC qui est aujourd'hui l'un des plus grands défenseurs de l'ouverture commerciale défend l'idée de la promotion et de la réalisation des droits de l'Homme par le commerce mondial. Lors son élévation au grade de Docteur Honoris Causa par l'Université de Genève qui fêtait 450ème anniversaire, le 5 juin 2009, l'Université de Genève a remis le titre de docteur honoris causa au Directeur, M. Lamy a indiqué que "la mondialisation et l'ouverture commerciale peuvent jouer en faveur de la réalisation universelle des droits de l'homme, qu'il s'agisse des droits civils et politiques ou des droits économiques, sociaux et culturels".

D'emblée, il récuse l'idée de faire de L'Organisation mondiale du commerce le symbole d'une mondialisation qui soumet l'humain au marchand, l'individu au marché, le droit à la force. Il a soutenu que la mondialisation et l'ouverture des échanges peuvent œuvrer pour les droits humains universels, les droits civils et politiques, et les droits économiques et sociaux.

Mais, cela n'est possible, s'empresse t-il de dire que si certaines conditions sont réunies.

Tout d'abord, il faut que la mondialisation montre ses facettes positives « avec sa face avenante, souriante, celle du dynamisme économique, de l'innovation, de la connexion, de la proximité, de la perspective de la cité universelle » et non celles « rébarbative, grimaçante, celle des fractures, des déséquilibres, des contagions. Celle de la

dégradation de l'environnement, celle qui dépossède, qui déracine et piétine les identités et les cultures qui constituent la dignité des êtres humains »

d'autres conditions sont aussi nécessaires pour rendre la mondialisation utile au droits de l'Homme.

Il faut, selon M. Lamy :

- « reconnaître individuellement que nous avons autant besoin d'appartenance que de liberté. »
- « accepter que ces libertés et ces appartenances s'exercent dans un cadre collectif universel, une mondialisation maîtrisée, régulée par la politique et par le droit. »
- « faire sienne l'idée selon laquelle le principe démocratique doit se rénover pour dépasser le local et pénétrer le global — c'est ce que l'on appelle la gouvernance globale. »
- « admettre que ceci implique des changements fondamentaux au principe "westphalien" qui veut que cette gouvernance internationale demeure le monopole des États-nations, y compris en matière de droits humains, qui ne connaissent pas de frontières. »
- « forger un alliage de gouvernance globale qui associe l'impulsion politique, la légitimité démocratique et l'excellence technique. Peut être en voyons-nous l'émergence dans le triangle qui se dessine, pour tenter de sortir de la crise économique actuelle, la première crise planétaire. Entre le pôle "G 20", le pôle de l'Assemblée générale des Nations Unies, et le pôle des organisations internationales spécialisées telles que l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale du travail, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, pour n'en citer que quelques-unes. »

Il a soutenu que « sous réserve que toutes ces conditions soient réunies — et il reste encore beaucoup à faire — la mondialisation peut incarner la promesse d'un universel commun à tant de philosophies ou de religions, et auquel les droits humains appartiennent, comme ils appartiennent désormais au "jus cogens". Il s'agit là de normes qui ne sauraient être transgressées et

qui sont acceptées comme telles par la communauté internationale dans son ensemble. »

Et que « c'est dans ce cadre universel que la contribution de la libéralisation du commerce à la promotion des droits humains peut et doit trouver sa place à la fois en droit et en fait. »

Il a aussi soutenu que « l'OMC est tenue de respecter les droits humains » parce que, « ces droits ont leur place avant tout en droit international parce qu'ils s'imposent aux Membres de l'Organisation lesquels sont eux-mêmes tenus de respecter les obligations leur incombant au plan international. » Mais aussi, « la jurisprudence du mécanisme de règlement des différends de l'OMC a reconnu que le droit commercial international ne pouvait être interprété "en isolation clinique" du droit international général. » « Et d'ailleurs, comment l'OMC, créée en 1994 par un instrument juridique international, pourrait-elle s'abstraire des règles de ce droit international général dont elle tient sa mission et son existence même? »

Il faut rappeler aussi que M. Lamy a été honoré au même titre que le révérend Sud africain Desmond Tutu.

NOUVELLES DE L'OMC

Doha : une série de rencontre pour une reprise des négociations et le rapprochement des positions

La réunion en tête à tête du représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk et du ministre du Commerce de l'Inde, M. Anand Sharma, en marge de la Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, a donné un nouvel élan politique pour faire progresser le Programme de Doha. La Conférence de Cairns était la première étape d'une série de réunions dont l'objet est de bâtir un solide engagement politique des membres clés à l'appui d'une récolte hâtive des modalités avant la fin de 2009. Il s'est révélé difficile de réaliser cet exploit par le passé, mais les défenseurs de Doha se consolent en voyant ce qui semble être un nouvel engagement de la part de l'Inde et des États-Unis dans le processus multilatéral. Il reste bien du pain sur la planche avant que Doha puisse être considéré comme étant un marché conclu, mais si

on réalise suffisamment de progrès – tant du côté politique que sur le plan technique – d’ici la fin de la conférence des chefs d’État et du gouvernement du G-20 qui se déroulera à Pittsburgh le 20 septembre, M. Lamy pourrait recevoir un autre feu vert pour essayer de conclure des modalités d’ici la fin de l’année.

« Ramasser les morceaux où ils sont tombés et aller de l’avant »

L’occasion de réunir l’USTR, M. Ron Kirk et le ministre du Commerce de l’Inde, M. Anand Sharma afin de donner un peu d’engagement politique au processus actuel qui traînait de la patte demeure l’une des principales « réalisations » de cette conférence ministérielle. Les deux ministres ont déclaré qu’ils sont disposés à conclure Doha, mais pas avant la fin de 2010. « Pour les États-Unis, une conclusion heureuse signifiera un résultat ambitieux et équilibré, comportant de nouveaux débouchés commerciaux pour tous, et des contributions importantes à la relance de l’économie mondiale et à la croissance et au développement économique à long terme, » a insisté M. Kirk dans une déclaration après la conférence. « Nous ne devrions pas rejeter les progrès réalisés à ce jour dans le Cycle de Doha, mais nous devons examiner de nouvelles idées pour relancer ces pourparlers, » a-t-il ajouté. Les États-Unis demandent des concessions supplémentaires en matière d’accès aux marchés aux pays en développement émergents (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud), particulièrement dans les négociations sectorielles de l’AMNA. L’USTR a demandé que l’on adopte une nouvelle approche pragmatique pour sortir les pourparlers techniques de leur impasse actuelle.

M. Sharma, quant à lui, a déclaré « qu’il n’y a aucun obstacle insurmontable », ce qui donne à penser que l’Inde est prête à s’engager de nouveau et à « ramasser les morceaux où ils sont tombés et à aller de l’avant ». Le directeur général, M. Pascal Lamy, a été ravi de voir les deux pays clés s’engager de nouveau dans le processus. « Nous n’avions pas eu de signal clair d’une remise à zéro jusqu’à présent, » a-t-il déclaré. Cependant, des sources affirment qu’ils attendent de voir à quelles concessions les États-Unis seront prêts pour faire avancer le Cycle de Doha. Pour l’ambassadeur du

Brésil auprès de l’OMC, M. Roberto Azevedo, ce nouvel engagement signifie qu’il faut faire des coupures supplémentaires dans le soutien interne des États-Unis. Comme l’a dit M. Kirk, « il faudra que les ministres et les hauts fonctionnaires déploient des trésors de créativité et de travail dans le calme et en coulisses, » pour être en mesure d’y parvenir.

Conférence ministérielle du Groupe de Cairns

La conférence du Groupe de Cairns, qui s’est déroulée du 7 au 9 juin à Bali, en Indonésie, a donné l’élan politique dont on avait bien besoin pour relancer les négociations du Cycle de Doha, qui ont été ralenties par des élections aux États-Unis et en Inde. Comme les principaux envoyés commerciaux des deux pays assistaient à la réunion comme invités spéciaux, le Groupe de Cairns a demandé que les négociateurs se retrouvent à Genève dans le meilleur délai « pour tracer une voie nette vers la conclusion des négociations et pour s’engager dans cette voie avant le congé d’été européen » ce qui signifie essentiellement de recommencer les consultations techniques sur certaines questions en suspens en agriculture et pour l’accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk et le ministre du Commerce de l’Inde, M. Anand Sharma, ont accordé leur appui au processus proposé par le Groupe de Cairns, bien que le groupe ait reproché aux États-Unis (et à l’UE) d’avoir réintroduit les subventions à l’exportation pour les produits laitiers (le Programme d’incitation et de stimulation des exportations de produits laitiers américains, comme il est appelé).

Source : Genève en bref

SUR LE FIL

APE : Les APE dans la campagne européenne, des « eurocandidats » dénoncent.

En marge d'une invitation à débattre le 15 mai 2009 au sénat de la Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, cinq « eurocandidats » ont dénoncé les APE.

En effet, cette rencontre qui devait permettre à ces candidats de débattre de l'aide européenne au développement et les engagements consignés dans la stratégie européenne pour l'Afrique d'octobre 2005 a été une tribune pour ces candidats de dénoncer vigoureusement les futures relations commerciales prévues par l'Accord de Cotonou.

Les APE font en effet considérablement évoluer la nature des relations entre l'UE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). En consacrant le libre-échange, ils abolissent les droits de douane sur les produits européens destinés au marché africain et mettent un terme aux dispositifs d'indemnisation des produits agricoles et des minerais. La suppression de ces avantages risque de déstabiliser les économies africaines déjà malmenées.

Abondant dans ce sens, Bernard Lehideux, numéro deux de la liste MoDem en Ile de France, a souligné que la négociation des APE avait été menée "par le commissaire en charge du Commerce et non du développement". Harlem Désir, qui mène la liste francilienne du PS, a saisi l'occasion d'épingler l'action de Michel Barnier. Celui-ci "promet d'augmenter les restitutions, ce qui est en totale contradiction avec la politique européenne de développement", a-t-il objecté. L'intéressé s'est défendu d'un tel projet, tout en restant pour le moins ambigu : "ce n'est pas la forteresse qui est la réponse mais nous devons préserver la préférence communautaire", assure-t-il.

Le débat s'est également attardé sur les modalités de la gestion des fonds européens octroyés au titre du développement. Selon Yannick Jadot, tête de liste d'Europe Ecologie dans la région Ouest, "l'aide est insuffisante mais surtout, elle ne bénéficie pas aux secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé, l'agriculture vivrière ou la prévention des conflits". "Le parlement souhaitait que 20% de l'aide profite aux secteurs d'avenir mais la Commission n'a pas suivi", renchérit Bernard Lehideux. S'il est élu, le candidat du MoDem souhaite proposer "l'introduction d'un

rapport du parlement européen sur la cohérence des politiques de développement."

Michel Barnier (UMP), fait des accords régionaux son cheval de bataille, sous la bannière "penser global, agir régionalement". Affirmant qu'il est nécessaire de "bâtir des politiques régionales intégrées", il appelle de ses vœux la constitution de projets agricoles conjoints. "Ce n'est pas le libre-échange, ce n'est pas le commerce qui va nourrir l'Afrique."

Harlem Désir (PS), affiche l'ambition de mener "une politique dont l'objectif est le développement des pays partenaires". "Pendant très longtemps, on a lié l'aide à l'application de doctrines, ou à l'obtention de contrats visant la construction d'équipements collectifs par les entreprises du pays qui accordaient l'aide." Il souhaite revenir sur les APE, reprochant notamment à la Commission européenne de vouloir y inclure les accords sur les services. Une telle perspective contraindrait en effet les pays du sud à ouvrir leurs marchés aux multinationales européennes, "notamment pour le secteur de l'eau".

Yannick Jadot (Europe Ecologie), estime que les aides doivent en priorité être affectées "à la lutte contre le changement climatique" et que l'UE doit également accepter "le droit légitime des pays du Sud de revendiquer leur souveraineté alimentaire". Il s'est enfin attaché à dénoncer vivement l'issue du G20. Le sommet aurait, selon lui, permis de "donner des milliards au FMI et à la Banque Mondiale, qui ont porté la destruction des services publics dans les pays du sud, sans que l'on n'ait changé leurs mandats".

Bernard Lehideux (MoDem), opte pour une hiérarchisation des priorités : "la reconstruction de l'agriculture" est au premier rang de ses préoccupations, suivie de l'éducation et du développement des infrastructures. Il plaide également en faveur "d'une représentation de l'Union africaine au G20".

Patrick Le Hyaric (Front de gauche), fustige la stratégie des firmes multinationales, qui "achètent des terres dans les pays en développement pour produire des agrocarburants ou de l'huile de palme. Les multinationales réalisent 125 milliards de profit dans les pays africains, qu'elles rapatrient

ensuite dans les paradis fiscaux. Alors que 30 milliards suffiraient pour redonner une bouffée d'oxygène au continent africain", assène-t-il.

source: EurActiv, note Enda

UE vs Etats-Unis : l'Aéronautique au cœur d'un nouveau combat devant l'OMC

L'UE et les Etats-Unis engagent un nouveau litige à travers Boeing et Airbus. Alors que ces deux parties viennent de trouver une solution au litige sur le bœuf aux hormones américains et au roquefort français, le secteur de l'aéronautique vient d'être le théâtre d'une confrontation entre eux.

Le géant américain de l'aviation a exprimé sa déception du comportement de l'OMC face à son concurrent européen Airbus qui essaie d'obtenir des aides remboursables auprès des pays européens pour le développement de l'A350.. "Nous sommes très déçus qu'Airbus choisisse encore d'utiliser des financements gouvernementaux pour développer son avion, alors qu'il possède les ressources pour cela", a déclaré Robert Novick, conseiller juridique de Boeing, lors du salon international de l'aéronautique du Bourget en France. Selon Boeing, "cela témoigne d'un dédain" pour les procédures en cours à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), qui "est sur le point de décider si les aides sont compatibles" avec ses règles, a-t-il dit. Selon lui, "ce n'est pas une réponse à la crise financière".

Cependant, les pays partenaires d'Airbus ne se sont pas accordés sur des aides remboursables pour le lancement de l'Airbus A350, mais la France a proposé jusqu'à 1,4 milliard d'euros et l'Allemagne 1,1 milliard.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne sont actuellement en contentieux au sujet des aides publiques à l'aéronautique. Les Etats-Unis avaient porté plainte auprès de l'OMC en octobre 2004 en accusant plusieurs Etats européens de verser des subventions déguisées à Airbus. L'UE avait immédiatement répliqué en portant plainte contre

les Etats-Unis au sujet de Boeing, estimant que le constructeur américain bénéficie de subventions publiques.

Airbus a posé en janvier la première pierre de la ligne d'assemblage de son futur long-courrier A350, un avion largement construit en matériaux composites qui doit être livré à partir de la mi-2013 et destiné à concurrencer le Boeing 787. Son coût de développement est de 11 milliards d'euros.

NOUVELLES REGIONALES

USA - Afrique : Le marché américain difficilement pénétré par les pays africains

« Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Sénégal sont décevants » a laissé entendre Mme Marcia Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal. Elle trouve le volume des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Sénégal décevants. Il en est ainsi pour l'essentiel des pays africains qui peinent à entrer dans le marché des américains.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Sénégal sont décevants. Présidant la semaine dernière, l'ouverture de la Semaine Américaine à Dakar, organisée par la Chambre de commerce américaine au Sénégal (AmCham), Mme l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal a indiqué qu'« en 2008, le volume des exportations du Sénégal vers les Etats-Unis, estimé à 8,1 milliards de francs Cfa (18 millions de dollars) est resté à peu près identique à celui de l'année précédente. Tandis que les exportations des Etats-Unis vers le Sénégal ont en fait diminué ».

A titre de comparaison, souligne l'Ambassadeur, « les exportations des Etats-Unis vers le Mali évaluées à plus de 13 milliards de francs Cfa (31 millions de dollars), ont enregistré une légère baisse. Les exportations du Mali vers les Etats-Unis ont chuté de 2,2 milliards de francs Cfa (cinq millions de dollars) ».

En revanche poursuit Mme Bernicat, « les exportations du Ghana vers les Etats-Unis se sont

élevées à 99, 9 milliards de francs Cfa et celles du Botswana à 98, 5 milliards de francs Cfa en 2008 ». Pour booster les échanges commerciaux entre le Sénégal et les Etats-Unis, la diplomate invite, ainsi, les acteurs à relever le défi cette année et dans les années à venir.

Beaucoup de progrès restent à faire. L'Afrique subsaharienne ne représente qu'un faible pourcentage (moins de 2%) de l'ensemble des exportations, importations, et investissements étrangers directs des Etats-Unis. Le montant des échanges commerciaux Etats-Unis-Afrique subsaharienne s'est élevé à moins de 20 milliards de dollars, dont 15 milliards provenaient de l'Afrique du Sud et de pays exportateurs de pétrole comme le Nigéria, l'Angola et le Gabon. A lui seul, le pétrole a représenté plus de la moitié des exportations.

Rappelons que les pays africains bénéficient pour la plus part de la loi Africa Growth and Opportunity Act qui a été signée par le président Clinton et a été récemment prorogée. Cette loi vise non seulement à augmenter le volume des échanges entre les deux partenaires, mais aussi à ouvrir les marchés américains à une plus grande variété d'exportations africaines, notamment celles qui utilisent une main-d'oeuvre intensive comme les vêtements, secteur d'activité où l'Afrique est jugée très compétitive.

Par ailleurs, pour Marcia Bernicat, « le gouvernement du Sénégal joue un rôle clef dans la mise en place des règles qui favorisent un climat des affaires attractif ». Elle indique que « le ministère du Commerce, l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (Apix), l'Agence sénégalaise de promotion des exportations (Asepex) et d'autres entités étudient, constamment, la manière dont on peut baisser les éventuelles barrières au commerce et au développement économique ». L'Ambassadeur estime par conséquent, qu'« il incombe au secteur privé d'aider le gouvernement ».

Réaffirmant l'engagement des Etats-Unis à accompagner le Sénégal dans le cadre de la promotion de ses exportations et de la croissance économique, l'Ambassadeur annonce que « l'investissement de la Millenium Challenge

Corporation (Mcc) fournira aux entreprises américaines, sénégalaises et d'autres nationalités des perspectives contractuelles significatives ».

APE : Les ANE (acteurs non étatique) du Sénégal prédisent une non – signature à la nouvelle date butoir du 29 juin

Les acteurs non – étatique du Sénégal parties aux APE réuni dans le cadre la plateforme des ANE, ont donné une conférence de presse pour annoncer l'éventualité d'un échec des négociations pour la signature de ces accords en en fin juin 2009.

D'emblée, ils considèrent que techniquement, les accords ne peuvent être signés du fait de la longue liste des questions techniques et exigent de la parties ouest africaine qui n'ont pas été résolues.

Le 29 juin a été retenu pour parvenir à un accord sur l'Ape. Toutes les réunions de négociations qui se sont tenues depuis un an n'ont pas permis aux parties de trouver suffisamment de convergence ce qui fait dire à un syndicaliste membre de cette coalition qu'il « il n'y a pas de possibilité de signer un Ape d'ici fin juin », il souligne aussi que : « aujourd'hui, la région négocie sur la base d'un projet de texte qui est exhaustif et qui prend en compte l'ensemble des préoccupations des pays de la Cedeao et la Mauritanie ».

Il a aussi rappelé la recommandation qu'auraient reçu les négociateurs en chef de la région et qui est de rejeter la « clause de non-exécution » et la « clause de l'État le plus favorisé ». il est une obligation aussi de veiller à ce que l'Ape comporte une « clause de rendez-vous » sur la question des services, et des mécanismes de flexibilité pour la prise en charge de la propriété intellectuelle, le renforcement du Programme Ape pour le développement.

D'autres part, ces acteurs dénoncent le blocage de Doha et estime que ce serait un préalable à la signature de tout accord « aujourd'hui, le cycle de Doha est bloqué à cause des subventions que les pays industriels ne veulent pas baisser pour se

conformer aux conditionnalités de l'Omc ». Il s'est ainsi demandé : « A quoi bon de signer un Ape au moment où le cycle de Doha qui devra permettre d'arrimer nos économies à celle du monde n'avance pas ». A son avis, « si l'aspect développement n'est pas mis en avant l'Ape ne serait qu'un simple accord de libre échange permettant à l'Europe de venir puiser dans nos économies ».

D'autres membres de cette plateforme ont évoqué le TEC CEDEAO qui n'est pas clairement mis en place, même si un important travail a été fait.

L'Afrique de l'Ouest n'est pas certes prêtes, mais selon un participants à cette rencontre, « il se trouve que l'Europe n'est pas prête parce qu'il y'a trop de questions en suspens. Le Parlement Européen n'a pas de réponse sur beaucoup de questions que devraient lui donner ses négociateurs ».

Parmi les points de divergence, il y'a le taux d'ouverture de 80% que l'Europe propose alors que l'Afrique table sur 65%. Compte tenu du silence noté contrairement à la mobilisation de 2007.

EVENEMENTS ET PUBLICATIONS

19 – Juin, OMC, Genève, Organe de règlement des différents

18-19 Juin, Séoul, République de la Corée. World Economic Forum on East Asia: "Implications of the Global Economic Crisis for East Asia." Contact: www.weforum.org/en/events

22 – Juin, OMC, Genève, Groupe de travail des règles de l'AGCS

22 – 24 Juin, OMC, Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

22 – 23 juin, OMC, Genève, Conseil du commerce des services

23-24 Juin OCDE, Paris , France, "Pour une économie plus forte, plus saine, plus juste", Forum de l'OCDE, www.oecd.org

24 – Juin, OMC, Genève, Comité du commerce des services financiers

29 – Juin, OMC ? Genève, Comité du commerce des services, conseil du commerce des marchandises

29 – 3 Juillet, OMC ? Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

2 – Juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

6 – 7 juillet, OMC, Genève, Deuxième Examen global de l'Aide pour le commerce

8-10 juillet, L'Aquila, Italie, Sommet G8 2009. Contact : www.g8italia2009.it/G8

Publications

CCI : Répertoire mondial d'organisations de promotion du commerce et autres institutions d'appui au commerce. Il propose la mise à jour du répertoire d'organisations de promotion du commerce et autres institutions d'appui au commerce dont les activités ont trait au commerce international dans 202 pays/territoires avec adresses, numéros de téléphone et de telefax, adresses de messagerie électronique et de sites Internet. www.cci.org

CE, Aider les pays en développement à surmonter la crise, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, et au Comité des Régions, 8 avril 2009, <http://ec.europa.eu>

CE, Aid for Trade Monitoring Report 2009, European Commission, 8 April 2009, <http://ec.europa.eu>

CE, Fact Sheet: Aid for Trade, European Commission, 3 April 2009, <http://trade.ec.europa.eu>

CE, Update on Economic Partnership Agreements, European Commission, 23 March 2009, <http://trade.ec.europa.eu>

CE, Résolution sur les accords de partenariat économique (APE) et leur impact sur les Etats ACP, Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, 9 avril 2009, www.europarl.europa.eu

CNUCED, DIRECTIVES CONCERNANT LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION, L'ETIQUETAGE ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES, Avec l'augmentation de la production et du commerce international des aliments issus de l'agriculture biologique, des normes internationales sont indispensable pour faciliter le commerce et prévenir les allégations trompeuses. L'étiquetage des denrées alimentaires est le premier moyen de communication entre le producteur et le vendeur de denrées alimentaires d'une part, et l'acheteur (...), www.unctad.org

CNUCED : Contribution du commerce au renforcement du développement et à la réduction de la pauvreté: aspects liés à la mobilité de la main-d'œuvre et au commerce des compétences. Le présent document tente de donner une vue d'ensemble des incidences de la circulation et de l'intégration de la main d'œuvre à l'échelle mondiale sur le commerce, le développement et la réduction de la pauvreté. www.unctad.org

Corinna Braun-Munzinger Regionally Owned Funds - Mechanisms for delivery of EU Aid for Trade in ACP regions?, , ECDPM Discussion Paper 90, April 2009, www.ecdpm.org

Meyn, M. al, The CARIFORUM-EU Economic Partnership Agreement (EPA): The Development Component, Study for the European Parliament, March 2009, www.ecdpm.org

OMC : L'Ouverture des marchés pour le commerce des services ; Opening Markets for trade in Services. Publié en Février 2009, elle met en exergue les principales difficultés et possibilités qui se présentent dans le secteur des services dans une économie mondialisée. Elle examine plus particulièrement les mesures unilatérales prises par les pays dans le monde entier et la libéralisation bilatérale et multilatérale du commerce des

services. Elle peut être commandée à la librairie en ligne de l'OMC et peut être achetée localement auprès des distributeurs de Cambridge University Press dans le monde entier.

OMC : Multilatéraliser le régionalisme: Défis pour le système commercial mondial. Publiée en 2009, elle fait le compte rendu de la grande conférence "Multilatéraliser le régionalisme" qui s'est tenue du 10 au 12 septembre 2007 à l'OMC à Genève, www.wto.org

OMC, RAPPORT ANNUEL DE L'OMC 2008, Le rapport annuel de l'OMC 2008 traite des activités de l'Organisation en 2007 et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et son budget actuels. Il comprend des rapports de situation détaillés sur divers aspects des négociations de Doha et un aperçu de certains des grands faits nouveaux intervenus à l'OMC. Avant-propos du Directeur général Tous les marathoniens (...), www.wto.org